



**Rapport de transparence
Oxfam suite au tsunami**

Décembre 2005



Deux frères, Rahmat et Ari, contemplant ce qu'il reste de leur maison complètement détruite, Banda Aceh, Indonésie, février 2005

Avant-propos par Mary Robinson	3	Somalie	25
Introduction: un défi sans précédent	4	Maldives	26
Aperçu financier	7	Birmanie Thaïlande	27
Indonésie	10	Evaluation et leçons à retenir	28
Sri Lanka	16	Plans pour l'avenir	31
Inde (y compris les îles Andaman et Nicobar)	21	Contacts	33

Photo de couverture : Pushpa Valli travaille à la reconstruction des plateaux à sel de sa communauté à Vedaranyam, au sud de l'Inde. Oxfam travaille avec des partenaires locaux pour soutenir des milliers de personnes comme Pushpa et leur permettre de recommencer à gagner leur vie.

Photographes: Marie Banu Jawahar, Jane Beesley, Howard Davies, Jenny Enarsson, Jim Holmes, Mona Lazzo, Manasi Rajagopalan, Tori Ray, Rajendra Shaw and Matthew Vasilescu

Avant-propos

Le tsunami qui a balayé l'Océan indien le 26 décembre 2004 a entraîné une catastrophe dépassant l'imagination. Les populations touchées par les vagues ne seront plus jamais les mêmes.



Vies perdues, existences détruites, maisons en ruines. La réhabilitation matérielle prendra de nombreuses années. La guérison psychologique durera encore beaucoup plus longtemps.

Pour les organisations d'aide, le tsunami s'est révélé un défi unique. L'amplitude de la catastrophe exige une réponse d'une échelle dépassant de loin toutes les expériences passées. La catastrophe a également entraîné un élan de générosité sans précédent dans le monde entier. Pour la première fois peut-être, les organisations d'aide internationales disposent aujourd'hui de suffisamment d'argent pour financer des programmes tant que ceux-ci s'avèrent nécessaires.

Cette situation a placé une responsabilité énorme sur les épaules d'organisations comme Oxfam, qui doivent démontrer aux donateurs qu'elles dépensent leur argent de manière transparente et utile, en coopération avec d'autres et en tenant compte tant des besoins immédiats que des besoins à long terme. Il s'agira d'un marathon, et pas d'un sprint, et nous sommes parfaitement conscients de la nécessité de prendre des engagements explicites pour le long terme. Le présent rapport, qui décrit ce que Oxfam et ses partenaires locaux ont réalisé jusqu'à présent, s'intègre dans notre volonté de rendre des comptes à ceux qui ont fait des dons si généreux, mais aussi à ceux auxquels nous tentons de venir en aide et dont nous tentons de défendre les droits.

Un an après le tsunami, alors que d'autres catastrophes s'approprient les gros titres, nous ne pouvons pas permettre que le monde perde son intérêt pour les survivants du tsunami. Oxfam estime que nous ne devons pas nous limiter à restaurer la réalité d'avant le tsunami. Pour bon nombre de communautés touchées, cette réalité se limitait à la pauvreté, aux inégalités, à la marginalisation et aux menaces constantes de conflits.

Les droits des survivants sont au centre de nos efforts. La réhabilitation ne devrait pas se mesurer uniquement en termes de reconstruction matérielle. Elle devrait également prendre en compte le degré auquel les individus et les communautés sont capables de réaliser complètement leurs droits aux moyens d'existence, à la sécurité matérielle, à des services de base comme l'eau potable et l'hygiène, aux soins de santé et à l'éducation. Les personnes concernées, et spécialement les femmes, ont leur mot à dire sur la manière dont leurs existences seront reconstruites, sur l'endroit où ils vont vivre et sur la manière dont on répond à leurs besoins.

La justification est un élément central des droits humains. Il ne s'agit pas uniquement de dépenser des dons de manière efficace et transparente, il s'agit également d'honorer nos engagements aux survivants et à leurs familles.

J'espère sincèrement que ce rapport contribue à notre volonté de rendre des comptes sur notre travail. Et avec tout le monde à Oxfam, je remercie profondément tous nos sympathisants pour leur générosité, leur compassion et leur solidarité.

A handwritten signature in black ink that reads "Mary Robinson". The signature is written in a cursive, flowing style.

Présidente honoraire de Oxfam International

“L'amplitude de la catastrophe exige une réponse d'une échelle dépassant de loin toutes les expériences passées.”

Introduction: Un défi sans précédent

L'impact du tsunami continuera à se faire sentir pendant des années. La catastrophe a coûté la vie à plus de 224.000 personnes et a fait plus d'1,6 millions de sans-abri. Des centaines de milliers de personnes ont perdu leurs moyens d'existence.

La catastrophe a entraîné un niveau de solidarité et de générosité sans précédent dans le monde entier. Au total, Oxfam aura reçu 215 millions de euros du public, d'entreprises et de partenaires institutionnels. Tous ont placé leur confiance en nous – en tant qu'organisation entretenant des liens profonds avec des organisations partenaires – afin de répondre aux besoins de développement immédiats et à long terme des populations touchées par le tsunami. Nous souhaitons remercier sincèrement tous nos sympathisants pour nous avoir donné les moyens de réagir rapidement et à grande échelle.

Pays	Nombre de bénéficiaires
Indonésie	315,000
Sri Lanka	627,000
Inde	645,000
Andaman & Nicobar	154,000
Somalie	20,000
Maldives	25,000
Birmanie & Thaïlande	23,000
Total	1,809,000

Depuis le tsunami, les 12 affiliés d'Oxfam International et leurs partenaires locaux sont venus en aide à plus d'1,8* millions de personnes. Cette opération représente la plus grande action humanitaire que nous avons jamais entreprise

Notre priorité immédiate était de sauver des vies, de réduire les risques pour la santé publique, de fournir des abris adéquats et de contribuer à la reconstruction des infrastructures et des moyens d'existence. Notre approche n'était pas d'entrer en concurrence avec les autres ONG dans la même zone de travail, mais de travailler dans les zones correspondant

le mieux à notre expertise, particulièrement parmi les populations les plus pauvres. Dans les semaines suivant la catastrophe, nous avons acheminé de l'aide d'urgence aux survivants, distribuant objets de première nécessité et matériel permettant de construire des abris. Nous avons mis en place des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'épuration et mené des activités en matière de santé et d'hygiène. Malgré les quantités énormes de personnes dans le besoin, l'aide internationale a permis d'empêcher les épidémies massives de maladies liées à la consommation d'eau.

A plus long terme : échapper à la pauvreté

Si les besoins en aide d'urgence ont continué de manière générale dans certaines régions, l'attention s'est tournée vers le soutien aux populations afin de trouver des solutions à plus long terme à leurs problèmes. Avec nos partenaires locaux, nous fournissons des sources durables d'approvisionnement en eau potable, aidons au redémarrage de petits commerces, réhabilitons des terres agricoles, donnons aux femmes et aux hommes les capacités de mieux s'exprimer sur les problèmes qui les touchent et construisons des hébergements de transition durables. Là où cela est possible, nous aidons les résidents à construire des hébergements permanents. Dans d'autres zones, nous travaillons avec nos partenaires afin de construire un dialogue avec les autorités et de résoudre les problèmes complexes liés à la propriété des terres.

Afin de coordonner toutes ces activités, d'être à même de rendre des comptes aux donateurs et aux bénéficiaires et de maximiser l'impact de l'argent donné, les 12 affiliés d'Oxfam ont créé un fonds spécial, le "Oxfam International Charitable Fund", à propos duquel vous trouverez plus de détails en page 7.

A terme, notre objectif est de dépasser les simples programmes de reconstruction et de parvenir à aider les populations pauvres à échapper à la pauvreté qui les a rendues si vulnérables aux catastrophes naturelles.

Le tsunami a coûté la vie à plus de 224.000 personnes et a fait plus d'1,6 millions de sans-abri

*Même si nous sommes fiers du nombre de personnes que nous avons été à même d'aider, le nombre de bénéficiaires mentionné n'est qu'une indication sommaire de notre efficacité. Dans l'urgence visant à atteindre les populations touchées pendant la première phase de nos activités, il était impossible de garantir l'absence de double comptage. En outre, la signification de ces chiffres, même les plus précis possibles, est diminuée par le fait que l'aide apportée à un bénéficiaire a pu varier entre un paquet d'objets de première nécessité et un habitat permanent. Comme le prescrivent les procédures standards en matière d'évaluation du nombre total de bénéficiaires, nous partons du principe qu'une famille compte cinq personnes.

Introduction

Un défi sans précédent



Oxfam est actif au Sri Lanka depuis 1968, et c'est grâce à notre présence à long terme, à nos bonnes relations de travail avec des partenaires locaux comme Kinniya Vision et au formidable dévouement du personnel local (dont beaucoup étaient eux-mêmes touchés par le tsunami) que nous sommes parvenus à réagir si rapidement. Dans les 24 heures, Oxfam distribuait vêtements, matelas, kits sanitaires, lampes et seaux à plus de 4.000 familles.

Sepali Subasinghe, responsable de projet Moyens d'existence pour Oxfam (photo de gauche), trie les débris dans le bureau de Oxfam à Trincomalee, à l'est du Sri Lanka, après le tsunami. Elle était présente dans le bureau avec un gardien au moment où la vague a frappé et est parvenue à s'échapper par le toit. "Cinq membres de notre équipe ont perdu leur maison et leurs possessions mais nous avons continué à travailler tous ensemble, non-stop", se rappelle Sepali. "Après 10 jours, nous étions exténués mais j'étais très contente de notre travail. Je sais que j'ai participé à quelque chose qui a vraiment permis d'aider les gens. Une situation d'urgence peut vous apprendre de nouvelles choses sur vous-même."



“Oxfam peut apporter du changement dans la vie des gens, mais en travaillant avec des organisations locales, nous touchons une population bien plus vaste et nous avons un impact à plus long terme.”

Yanty Lacsana, responsable des contacts et du soutien aux partenaires, Aceh, Indonésie.

Aider les populations locales à se faire entendre

Un élément central de notre philosophie est la nécessité pour les organisations d'aide de consulter les populations locales (et particulièrement les minorités et les groupes les plus vulnérables). Dans ce but, nous avons aidé les populations touchées à entrer en contact avec leurs gouvernements et à faire pression sur les organisations internationales comme la Banque mondiale, les agences de l'ONU et les institutions européennes. Trois et six mois après le tsunami, nous avons publié des études évaluant son impact sur les femmes et sur les populations les plus pauvres.

Ces documents nous aident à garantir que l'argent est dépensé pour aider ceux qui en ont le plus besoin et que la voix des plus vulnérables est bien entendue.

Néanmoins, il est important de ne pas uniquement nous concentrer sur les besoins individuels, mais bien d'adopter une approche globale en travaillant avec des partenaires pour développer des programmes répondant aux besoins et souhaits de l'ensemble de la communauté.

Etant donné que de nombreuses ONG sont aujourd'hui présentes dans les zones touchées par le tsunami (près de 500 organisations

Introduction

Un défi sans précédent

étaient présentes à Aceh au début des opérations d'urgence), nous avons fortement encouragé la coordination entre les organisations et le respect des normes humanitaires internationales. Les normes "Sphère" définissent des exigences minimales pour la mise en place d'activités d'assistance en cas de catastrophe et le Code de Conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge vise à maintenir des normes élevées en matière d'indépendance organisationnelle, d'efficacité et d'impact.

Les efforts d'aide et de reconstruction ne se sont pas faits sans complications, et de nombreux défis doivent encore être rencontrés. Les dégâts

aux infrastructures ont fortement nui au processus de reconstruction ; la question de la propriété foncière doit être résolue avant que les personnes dans le besoin soient relogées de manière permanente ; et les problèmes déjà présents auparavant, comme la pauvreté, les conflits et le manque d'accès aux ressources, doivent être pris en compte si l'on veut parvenir à des progrès tangibles.

Afin de répertorier et de partager ce que nous avons appris, le travail de suivi, d'évaluation et de rapportage va se poursuivre. Les leçons tirées seront partagées avec d'autres ONG et appliquées à de futures situations d'urgence.

Zones d'activité



Pour une liste complète des organisations locales partenaires de Oxfam et des districts dans lesquels nous travaillons, veuillez contacter le secrétariat d'Oxfam International (voir page 34).

Aperçu financier

Les 12 affiliés de Oxfam recevront des dons pour un montant total de 215 millions d’euros. L’échelle de la catastrophe et la réponse apportée au niveau financier ont nécessité une nouvelle approche en matière de coordination de programmes et de justification de notre travail.

En janvier 2005, Oxfam a créé le “Oxfam International Charitable Fund”, une organisation caritative indépendante enregistrée en Grande-Bretagne. Son conseil d’administration est composé des directeurs des 12 affiliés* et sa gestion a été confiée à une équipe baptisée “Tsunami Fund Management Team (TFMT)”. Les tâches principales de cette équipe sont d’attribuer les ressources du Fonds et de veiller à ce que ce travail soit géré, évalué et publié de manière efficace, responsable et transparente.

Comment fonctionne le Fonds

Les activités du Fonds sur le terrain sont menées par Oxfam et par des organisations locales partenaires. Afin d’éviter toute duplication dans le travail, il a été décidé que certains affiliés mèneraient les programmes sur le terrain tandis que d’autres apporteraient les fonds et assureraient le soutien. Chaque affilié actif dans le Fonds soumet des propositions de programme au TFMT, qui attribue ensuite les fonds.

Le Fonds dispose d’un petit secrétariat de quatre personnes basé à Oxford, en Grande-

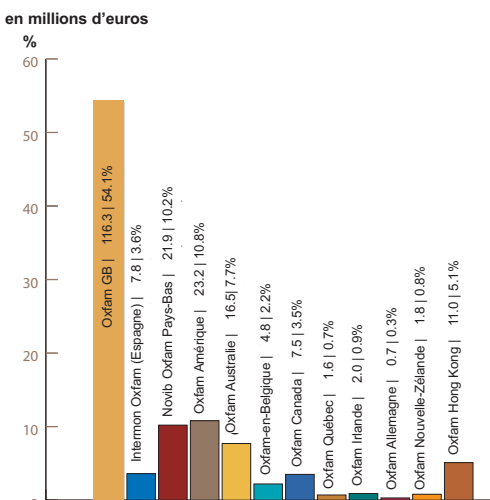
Bretagne, et chargé de gérer le processus d’attribution, de gérer les comptes, de consolider les rapports des affiliés et d’organiser la communication sur les résultats. Ils organisent également les contrôles externes et les audits. Au vu de son caractère international, le Fonds tient une comptabilité en dollars américains, comme le fait également Oxfam International.

D’où vient l’argent

Un peu plus de la moitié de 215 millions d’euros récoltés provient de Oxfam Grande-Bretagne. Les contributions des différents affiliés sont reprises dans le graphique ci-dessous.

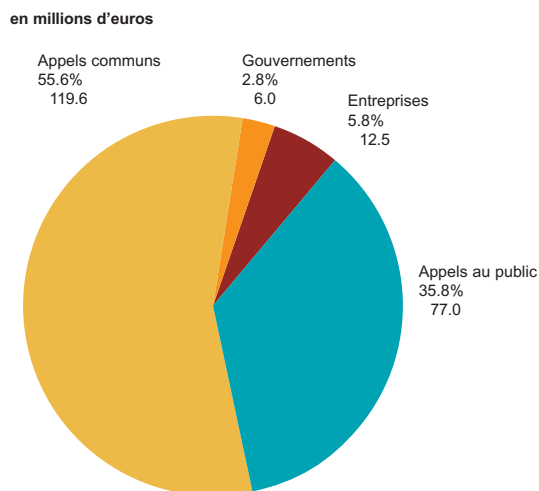
La grande majorité des fonds (91,4%) provient d’appels au public, lancés soit de manière individuelle soit en collaboration avec d’autres ONG. Des entreprises ont donné 12,5 millions d’euros (5,8% du total) et les 2,8% restants proviennent de dons de gouvernements. Les intérêts générés sur les dons non encore dépensés seront ajoutés au Fonds.

Fonds récoltés par chaque affilié Oxfam



*voir pages 33 et 34 pour une liste complète des affiliés Oxfam

Fonds récoltés par Oxfam, répartition par type de donateur



Aperçu financier

Où va l'argent

Lorsque le fonds a été créé, une réserve de 10% a été définie pour les frais d'administration et de récolte de fonds. Cependant, nous estimons que seuls 6% seront nécessaires ce qui laisse 94% à dépenser pour les projets. En raison du niveau particulièrement élevé des besoins en Indonésie, le TFMT a décidé qu'environ 40% du Fonds serait attribué à ce pays. A côté de cela, nous pensons attribuer 31% au Sri Lanka et 22% à l'Inde.

Les principaux secteurs de dépenses sont la santé publique, l'eau et l'hygiène (particulièrement pendant la réaction d'urgence) ainsi que la reconstruction, dont l'importance a augmenté au fil de l'évolution de la situation entre urgence et réhabilitation.

Le terme "gestion de programmes" fait référence aux coûts liés au personnel ne travaillant pas directement à des projets spécifiques. Cela couvre également des coûts tels que la nourriture, le logement et les voyages ainsi que la location, l'équipement et l'entretien d'espaces de bureaux.

Calendrier de rapportage et progrès jusqu'à présent

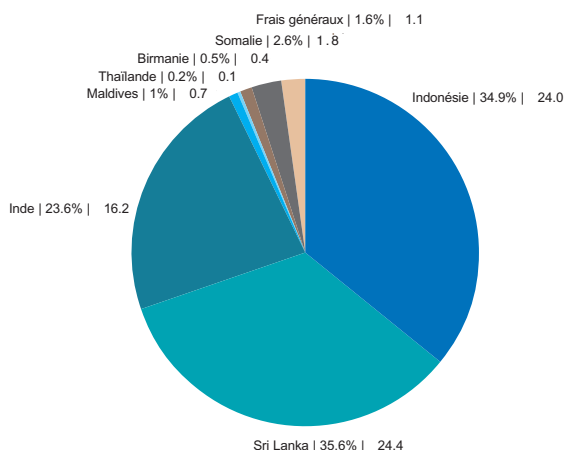
L'ensemble des affiliés fournit des rapports mensuels résumant leur apport au Fonds et, dans le cas d'affiliés présents sur le terrain, leurs dépenses dans les principaux secteurs de dépenses.

Ces rapports sont consolidés et publiés dans des bulletins mensuels. Chaque trimestre, des rapports plus détaillés sont publiés avec des analyses et commentaires en profondeur.

Jusqu'à la fin septembre 2005, les dépenses pour les projets s'élevaient à 68,7 millions de euros, soit environ 30% du total des fonds récoltés. Ce montant est légèrement inférieur aux prévisions, principalement en raison des problèmes complexes liés à la propriété des terres qui ralentissent le processus de construction d'habitats permanents. La répartition complète par pays et par secteur est reprise ci-dessous. Les frais généraux incluent les doublons de travail avec d'autres ONG, les recherches et les évaluations.

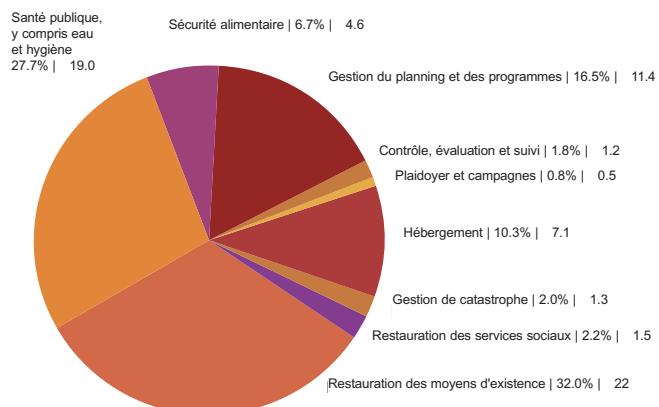
Où les fonds du tsunami ont-ils été dépensés - par pays, janvier-septembre 2005

en millions de euros



Comment les fonds du tsunami ont-ils été dépensés - par secteur, janvier-septembre 2005

en millions de euros



Aperçu financier

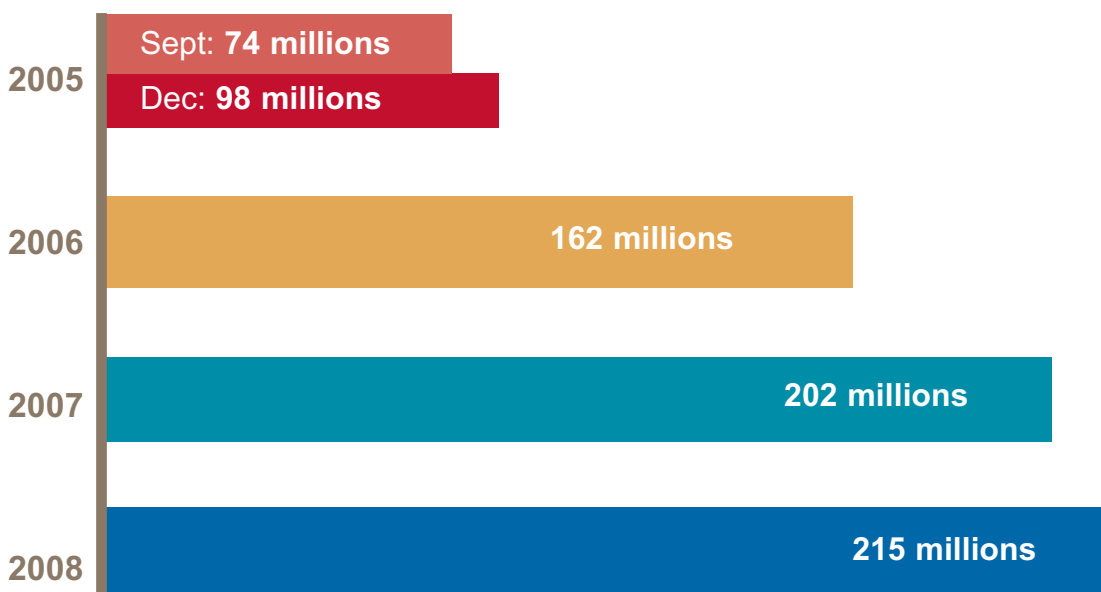
Plan de dépenses

Les dépenses consacrées aux projets sont évalués à 22.6 millions de euros pour le quatrième trimestre 2005. Le total des dépenses après la première année s'élèvera donc à 98 millions de euros, y compris les 6,6 millions de euros consacrés à la récolte de fonds et à l'administration, soit environ 45% du total des fonds récoltés. Même si ce chiffre est légèrement inférieur aux estimations de départ, il représente un bon taux de progression, et nous prévoyons toujours de déboursier la valeur totale du

fonds dans les quatre ans. L'échéancier précis des dépenses est difficile à prévoir, mais nous estimons qu'il correspondra dans les grandes lignes au calendrier.

Oxfam s'engage pleinement à rendre des comptes, tant sur l'impact que sur l'efficacité de notre travail. Dès lors, il est important que nous atteignons l'équilibre correct entre les ressources investies dans le rapportage détaillé et les projets eux-mêmes.

Dépenses consacrées aux projets (y compris l'administration et la récolte de fonds)



Tous les chiffres sont en euros

Indonésie

En raison de sa proximité avec l'épicentre du tremblement de terre qui a précédé le tsunami, c'est la province indonésienne de Aceh, déjà touchée par 30 ans de conflits, qui a connu le plus grand nombre de victimes et les dévastations les plus étendues. Le tsunami a submergé des kilomètres de terres côtières, endommageant gravement les infrastructures et détruisant des villages entiers. On estime le nombre de victimes à 164.000 et le nombre de sans-abri à plus de 400.000. Trois mois plus tard, le 28 mars, un nouveau tremblement de terre de forte magnitude a touché l'île de Nias, au sud-est de Aceh.

Oxfam avait été actif à Aceh de 2000 à 2003, avant que des tensions politiques nous forcent à partir. Après le tsunami, nous avons pu retourner dans la province en décembre 2004 et avons mis en place un programme d'urgence en quelques jours. Nous avons amené le matériel nécessaire et installé les services et infrastructures nécessaires et nous soutenons maintenant la reconstruction par le biais d'un travail intensif en matière de santé publique, de construction d'abris et de réhabilitation.

Les programmes intègrent l'opinion des populations concernées afin de garantir que leurs besoins matériels et culturels spécifiques soient rencontrés et que leurs droits soient respectés. Des principes fondamentaux comme l'égalité des genres et la responsabilité humanitaire sont appliqués à tous les niveaux des programmes de réhabilitation.

Dans les mois à venir, Oxfam travaillera en collaboration plus étroite avec un plus grand nombre de partenaires étant donné que nous souhaitons étendre notre collaboration avec des ONG locales et nationales. Nous comptons identifier les ONG présentant des capacités de partenariat et travailler à leur renforcement par le biais de soutien et de formation. Jusqu'à présent, nous avons collaboré avec 63 ONG indonésiennes actives dans un vaste éventail de secteurs, de groupes luttant contre la

corruption à des ONG soutenant les communautés d'agriculteurs ou de pêcheurs en passant par des groupes défendant les droits des femmes.

Jusqu'à présent, nous sommes venus en aide à plus de 300.000 personnes à Aceh et Nias.

Distribution de nourriture et d'objets de première nécessité

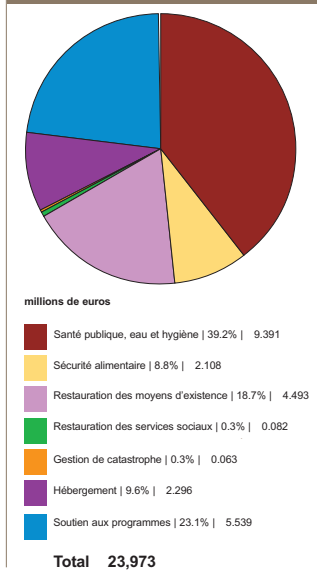
Deux jours après le tsunami, nous avons pu, en collaboration avec notre partenaire DNKIS, fournir de l'équipement médical pour 1.000 personnes ainsi que des sacs mortuaires. Des produits alimentaires ont également été distribués à 18.000 personnes durant les premiers mois. Dès que la situation l'a permis, ce programme a été remplacé par des programmes de réhabilitation apportant une plus grande sécurité alimentaire et un effet stabilisant sur l'économie locale.

Près de 80.000 habitants des régions de Aceh et Nias ont bénéficié de la distribution d'objets de première nécessité par Oxfam, comme des kits hygiéniques (contenant dentifrice, savon, détergent et brosses à dent), des kits de cuisine et des ustensiles de ménage. Nous avons également distribué des objets essentiels comme des serviettes hygiéniques et des foulards pour les femmes.

“Je ne veux pas être traumatisé toute ma vie. Je veux faire quelque chose pour moi-même et pour ma communauté.”

Dedi, Indonésien qui a perdu sa famille à cause du tsunami mais s'est engagé comme bénévole assurant le contact essentiel entre son village et l'équipe de Oxfam à Aceh

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



Indonésie

Hébergement

La fourniture d'abris est une priorité absolue. En raison des besoins urgents en matière d'habitat, Oxfam a tout d'abord distribué des tentes et des objets ménagers tels que des jerrycans à environ 6.000 ménages et a fourni matériel et outils pour la construction d'abris temporaires. 2.344 kits de logement supplémentaires ont été distribués après le tremblement de terre à Nias, chaque kit contenant deux tentes de taille familiale, des sacs de couchage, couvertures, ustensiles de cuisine, tablettes de purification d'eau et outils, le tout bénéficiant à environ 23.000 personnes.

Oxfam s'est engagé à construire 2.100 maisons capables de résister aux tremblements de terre d'ici à la fin 2006, dont 700 seront prêtes en décembre 2005. Si un plus grand nombre d'habitations était nécessaire, nous pourrions construire jusqu'à 4.000 maisons. En attendant la fin de ces constructions, nous continuerons à fournir et à entretenir des installations sanitaires et d'approvisionnement en eau pour les personnes résidant dans des abris temporaires. L'emplacement des maisons ainsi que l'identification des personnes qui pourront les utiliser en premier sont définis par la population, avec un traitement préférentiel pour les familles vulnérables avec veufs ou handicapés.

Oxfam mène campagne sur des questions spécifiques relatives à l'hébergement, y compris la nécessité de garantir que les abris temporaires construits par des entreprises privées répondent aux normes internationales de Sphere. Nous avons également travaillé aux niveaux local, des districts et des provinces pour obtenir plus de clarté quant aux droits, aux responsabilités et aux procédures relatives à l'habitat, aux terres et aux titres de propriété. Il s'agit notamment des questions relatives à la participation de la population au processus de reconstruction, à un régime foncier clair et à la protection des droits de propriété des femmes et des enfants, les groupes les plus vulnérables au niveau social et économique, et des minorités.

Etant donné que la gestion durable du parc forestier est rare en Indonésie, Oxfam s'est entretenu avec le gouvernement indonésien, d'autres ONG et les populations locales afin de concilier les énormes besoins en bois et des manières durables et respectueuses de l'environnement de se procurer du bois. Nous avons modifié les plans de nos maisons afin d'utiliser moins de bois et nous essayons de nous procurer du matériel durable à l'étranger pour réduire l'impact environnemental.

Oxfam s'est engagé à construire 2.100 maisons capables de résister aux tremblements de terre d'ici à la fin 2006, dont 700 seront prêtes en décembre 2005.



Pour la première fois de son histoire, Oxfam a loué des hélicoptères pour distribuer de l'aide d'urgence. En avril, nous avons distribué 440 tonnes d'aide par hélicoptère cargo à plus de 20.000 personnes coupées du reste du monde par le tsunami le long des 900 kilomètres de côte d'Aceh.

Indonésie



Oxfam a soutenu la population du village de Alue Deah Teungoh, à Banda Aceh, dans le replantage des palétuviers détruits par le tsunami. Ces plants pousseront pour fournir une protection à la côte, des crustacés pour la consommation et la vente et un habitat pour la vie sauvage



Un menuisier construit un abri temporaire à Aceh Besar

Auparavant, Saifullah Akbar possédait une entreprise de matériaux de construction à Banda Aceh. Aujourd'hui, il travaille comme superviseur pour Oxfam à Aceh Besar, où la population a commencé à retourner chez elle et à reconstruire sa vie après le tsunami. Son équipe de six personnes supervise sept villages afin d'aider la population à trouver de nouveaux endroits sûrs et acceptables pour s'installer et préparer ces sites pour la construction. "Le tsunami a non seulement détruit énormément d'habitats, mais a également modifié complètement l'aspect de la côte," explique Lilianne Fan, coordinatrice du plaidoyer pour Oxfam à Aceh. "Bon nombre de terres sont aujourd'hui inondées. Rizières, terrains d'habitation et plages ont disparu et à certains endroits, la mer s'étend aujourd'hui jusqu'à 500 mètres plus loin qu'auparavant à l'intérieur des terres."

Pour les populations qui vivaient dans ces zones, la seule solution est de trouver de nouvelles terres où s'installer, une tâche particulièrement difficile au vu des problèmes complexes liés à la propriété des terres, à la localisation des nouvelles implantations et aux compensations pour les propriétaires. Le gouvernement indonésien estime que 30.000 familles doivent être réinstallées sur de nouvelles terres après que leur ancien habitat ait été submergé ou rendu inhabitable. Oxfam aide au développement des décisions politiques qui permettront de réaliser ces déménagements d'une manière qui responsabilise les populations et leur permet de faire des choix en connaissance de cause quant à leur avenir.

Indonésie

Moyens de subsistance

Le tsunami a eu un impact énorme sur les moyens de subsistance de la population de Aceh en raison des dégâts causés aux outils, à l'équipement et au matériel ainsi qu'aux terres agricoles et aux bassins de pêche. Jusqu'à présent, Oxfam est venu en aide à plus de 60.000 personnes par le biais de projets à court terme de travail contre salaire et de subventions pour reconstruire des petites entreprises.

La méthode "travail contre salaire" a été introduite très tôt dans la phase d'assistance afin de fournir à la population de l'argent pour des objets de première nécessité tout en l'impliquant dans des activités urgentes comme la réparation des routes, la construction de ponts, de centres communautaires et de mosquées, le nettoyage des terres, le drainage des champs et la reconstruction de bassins de pêche et de digues. Ces projets ont permis d'injecter des quantités significatives d'argent liquide dans l'économie locale et d'impliquer la population dans la réhabilitation de leur propre environnement.

Le travail contre salaire a fourni une plate-forme pour l'introduction de programmes à long terme liés aux moyens de subsistance, comme des

prêts en liquide, la distribution de matériaux et d'outils et le financement de groupes locaux. Notre programme consacré aux moyens de subsistance se concentre spécifiquement sur les groupes particulièrement touchés, comme les pêcheurs, les petits agriculteurs et les petits entrepreneurs et commerçants. A Meulaboh, Oxfam et des partenaires locaux sont venus en aide à 1.267 familles d'agriculteurs en leur fournissant outils, tracteurs à main, engrais et semences. Dans la même région, Oxfam soutient un groupe de métallurgistes qui fabriquent des outils agricoles. Cette approche crée une situation d'autosuffisance et d'interdépendance dans l'économie locale.

En août 2005, plus de 1.600 hectares de rizières avaient été nettoyés et plus de 7.300 kilomètres de terres agricoles avaient été clôturés.

Depuis le mois de juin, nous avons travaillé avec des partenaires au replantage de palétuviers afin de soutenir la réhabilitation des écosystèmes côtiers, de former une barrière naturelle contre de futurs cyclones et inondations et de fournir de nouvelles zones pour la pêche aux crustacés.

Plus de 60.000 personnes ont participé à des projets de travail contre salaire qui ont injecté des montants d'argent liquide significatifs dans l'économie locale



Dans un camp pour personnes déplacées, des enfants reçoivent des crayons et des dessins à colorier transmettant des messages en matière d'hygiène. Banda Aceh, Indonésie.

Indonésie

Sur la route

Dès le début, nous avons tenté d'assurer que les organisations locales ayant survécu au tsunami soient à même de reprendre pied et de participer aux travaux. Au-delà des programmes humanitaires directs de Oxfam, le travail avec des ONG locales permet d'augmenter le soutien général aux survivants.



Depuis le tsunami, nous avons rencontré nos partenaires pour écouter leurs besoins, leur fournir la formation nécessaire et discuter des stratégies à suivre. Nous continuerons à soutenir ces partenaires dans le futur, alors que nos propres interventions directes seront réduites au fil du temps.

Une mototaxi à trois roues aux couleurs brillantes, un "becak", garé à l'extérieur d'une petite maison de Banda Aceh marque l'entrée du bureau de PERTISA, une fondation pour les chauffeurs de *becak* partenaire de Oxfam. PERTISA a perdu la moitié de ses membres à cause du tsunami. Les 300 survivants n'ont plus de maison, plus de véhicules et plus de perspectives financières en raison de la perte de leur *becaks*. Grâce à des fonds de Oxfam, 60 chauffeurs vont recevoir des véhicules de PERTISA sous la forme d'un système de prêts. Un des fondateurs de PERTISA, M. Tarmizi (en haut à gauche), explique que les bénéficiaires ont été choisis par les membres eux-mêmes en fonction des difficultés auquel chaque chauffeur a été confronté et de l'étendue des dégâts dans leur zone.

Chacun des chauffeurs remboursera petit à petit les 15 millions de roupies (près de 1,017 euros) que coûte chaque véhicule. Cet argent sera ensuite réutilisé pour financer l'achat d'autres *becaks*. "Les chauffeurs sont un groupe très solidaire, donc les défauts de paiement seront rares," explique M. Tarmizi. Les fondateurs de PERTISA espèrent que chaque chauffeur de leur organisation pourra ainsi à terme posséder son propre véhicule. Ils ont également créé une caisse de solidarité pour les enfants des chauffeurs de *becak* morts suite au tsunami qui ont besoin d'aide pour poursuivre leur éducation. "Nous faisons tout notre possible pour venir en aide. Nous sommes heureux de faire partie de Oxfam," explique M. Tarmizi

"Nous faisons tout notre possible pour venir en aide. Nous sommes heureux de faire partie de Oxfam."

M. Tarmizi, membre de PERTISA, la fondation des chauffeurs de *becak*

Indonésie

Santé publique

Le tsunami a détruit une bonne partie du système d'approvisionnement en eau de Aceh. En réponse à cette situation, Oxfam a mis en place des méthodes de fourniture d'eau à court terme comme l'installation de réservoirs d'eau et l'acheminement d'eau potable vers des centres d'hébergement temporaires. Jusqu'à présent, Oxfam a distribué plus de 300 millions de litres d'eau potable.

Ces derniers mois, alors que de plus en plus de gens sont retournés dans leurs villages, nous avons adopté des solutions plus durables : plus de 3.200 puits ont été construits ou réparés jusqu'à présent et des systèmes d'approvisionnement sont mis en place pour transporter de l'eau de source vers les villages. Nous prévoyons également de lancer à deux endroits des travaux de grande ampleur pour les systèmes d'approvisionnement en eau en zone urbaine.

Notre programme sanitaire de base dans les camps temporaires a inclus l'installation de latrines d'urgence et d'espaces de bain. Ces installations sont unisexes afin de préserver l'intimité des utilisateurs et des groupes électrogènes ont été installés pour que les femmes puissent également s'y rendre en toute sécurité pendant la nuit.

La conscientisation quant à la prévention des maladies et aux questions de santé et d'hygiène occupe une place centrale dans notre travail. Nous avons recouru à des programmes radio pour diffuser des informations en matière de santé et d'hygiène par le biais de talkshows interactifs, de journaux radiodiffusés et de messages d'information publique. Du personnel spécialisé dans la promotion de la santé organise régulièrement pour la population locale des ateliers et des discussions consacrés à la prévention des maladies et à l'importance d'éliminer les déchets et les eaux stagnantes des zones d'habitation. Ce personnel contrôle également la qualité des installations sanitaires et des sources d'eau. Nous avons également organisé la récolte, le tri et le recyclage des déchets ménagers.

Services sociaux

En partenariat avec Education International, une ONG locale, nous travaillons à la reconstruction de 28 écoles. Ce projet a pour objectif de bénéficier aux familles les plus pauvres et aux orphelins et inclut la formation des professeurs afin qu'ils puissent faire face aux traumatismes. Les écoles seront équipées de mobilier fabriqué dans la région et sont construites par des travailleurs locaux. Nous estimons que ce projet bénéficiera à au moins 12.250 personnes.

Ces derniers mois, alors que de plus en plus de gens retournent dans leurs villages, nous adoptons des solutions plus durables.



En janvier 2005, Andy Bastable, ingénieur en santé publique pour Oxfam, et son équipe ont rétabli l'approvisionnement en eau dans des maisons de Meulaboh, à Aceh, après que le tsunami ait détruit l'installation de purification d'eau existante.

"Nous avons installé une unité d'urgence de traitement de l'eau pour purifier l'eau de la rivière et nous pompons l'eau propre dans le système de distribution," explique Andy. "Ceci permet d'approvisionner les citernes qui sont transportées vers les camps où résident les personnes déplacées et de fournir directement de l'eau potable à environ 6.000 ménages. Nous espérons que l'augmentation des moyens financiers disponibles nous permettra d'améliorer l'ensemble du système."

Le réseau de distribution d'eau de Meulaboh est actuellement en cours d'extension afin de fournir de l'eau à de nouveaux quartiers. Ce travail sera achevé en 2006.

Sri Lanka

On estime que 38.000 personnes sont mortes lorsque le tsunami a frappé la côte du Sri Lanka. Près d'un demi million de personnes, beaucoup d'entre-elles déjà affectées par le conflit frappant le pays, ont perdu leur maison. Oxfam est présent depuis longtemps au Sri Lanka et nos relations avec les organisations de la société civile locale nous ont donné un accès privilégié aux régions dévastées. Cela nous a permis également de répondre efficacement aux demandes et aux besoins des populations touchées.

Après la phase initiale d'aide d'urgence, nous avons été une des principales organisations à aider à la restauration des biens et des moyens de subsistance des familles touchées par la catastrophe. L'objectif de notre programme de réhabilitation à long terme est d'aider les survivants du tsunami les plus pauvres et les plus vulnérables – en particulier les femmes – à améliorer leurs conditions de vie. Nous voulons également réduire leur vulnérabilité face à de futures catastrophes.

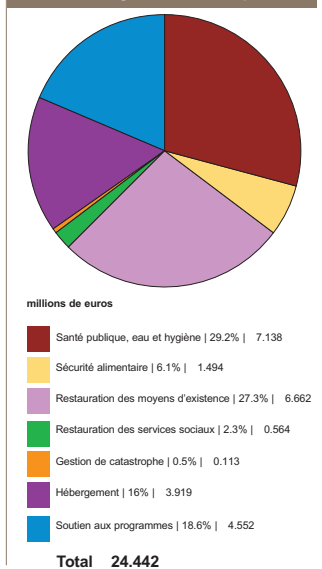
Depuis le tsunami, nous avons travaillé avec 44 organisations locales partenaires pour venir en aide à 627.000 personnes. Ces activités comprennent la distribution de rations alimentaires pendant la phase d'urgence, la conscientisation de l'importance d'une bonne préparation pour réagir aux catastrophes, la formation des enseignants à l'accompagnement psychosocial, la construction de 12 bâtiments scolaires et la distribution de matériel scolaire à des milliers d'élèves.

Moyens de subsistance

Plus de 60.000 personnes ont participé aux programmes de Oxfam consacrés aux moyens de subsistance au Sri Lanka, en collaboration avec des organisations locales partenaires comme SEEDS, CHA et Sewa Lanka. Après avoir identifié les familles dans le besoin, nous avons fourni du matériel, des formations professionnelles, des subventions et des prêts pour aider à la relance de petites entreprises (couture, élevage de volailles, pêche, menuiserie, réparation de vélos, nettoyage,...) Du matériel agricole de base, des semences, du bétail et des formations en matière d'agriculture ont également été fournis. Nous proposons des formations professionnelles à ceux qui souhaitent changer d'occupation pour trouver une alternative plus sûre et plus durable.

Des méthodes innovatrices ont été introduites pour améliorer l'accès aux marchés : 3.500 familles de pêcheurs du Nord ont reçu des camions réfrigérés pour leur permettre de vendre leur prise sur de meilleurs marchés. A Matara, Oxfam soutient 3.000 personnes actives dans le secteur de la fibre de noix de coco et à Ampara, des maçons et des menuisiers qui ont reçu des kits d'outillage aident à la construction d'abris de transition pour les survivants du tsunami. A Jaffna et Mullaitivu, Oxfam a fourni une assistance financière aux populations de pêcheurs pour leur permettre d'adhérer à un plan de pension et d'assurance du gouvernement.

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



“Ma mère s’est portée candidate pour une subvention de Sarvodaya (un partenaire de Oxfam). Elle leur a présenté un plan de développement et nous avons reçu une subvention initiale de 7.000 roupies (58 euros). Ca se passe très bien et c’est bien d’avoir quelque chose à faire pour nous-mêmes – nous avons perdu notre maison et tout ce que nous avons.”

Kumuthini, dans le magasin de sa mère au camp de Samuthirapuram, près de Batticaloa, Sri Lanka



Sri Lanka

Hébergementement

Oxfam et ses partenaires ont achevé la construction de plus de 3.700 abris de transition destinés à durer mais pouvant être démontés. Nous avons également construit des abris temporaires selon un modèle apprécié de tous afin que d'autres organisations d'aide et les populations locales puissent les reproduire ou en adapter la structure selon leurs besoins. Le processus visant à fournir un habitat permanent à tout le monde sera probablement de longue haleine. Si de nombreuses familles se sont vu accorder le droit de recevoir un habitat permanent, beaucoup d'entre elles ne disposent pas de terrain pour construire et sont obligés de s'établir de manière illégale sur des terrains publics. Etant donné qu'il est probable que beaucoup de gens doivent vivre dans des abris de transition pour une durée allant jusqu'à 3 ans, Oxfam fournit aux familles les fonds nécessaires pour les aider à acheter du matériel ménager, comme des meubles et des ustensiles de cuisine. Nous continuons également à faire pression pour que les besoins d'hébergement des familles les plus pauvres soient rencontrés. Les consultations avec la population sont un élément central de notre programme d'hébergement, et nous poussons les autres organisations à inclure cet élément dans leurs propres programmes. Nos organisations partenaires KPNDU et TCDO sont à la tête de ce processus de consultation. Nous construisons également des infrastructures pour les sites d'installation, entre autres les routes, le drainage et les espaces de jeux pour enfants. Afin de garantir que les matériaux de construction proviennent de sources renouvelables, nous avons importé 7.750 mètres cubes de bois d'Australie

Genre

Ampara, Batticaloa et Kilinochchi, Oxfam fournit des installations de bains, des sanitaires et des hébergements unisexes afin de donner aux femmes et aux filles l'intimité et la sécurité nécessaires. Entre autres mesures, il s'agit de fournir des lampes à énergie solaire pour assurer la sécurité de ces installations pendant la nuit. Nous tentons également de modifier les attitudes en formant les responsables des camps et les forces de sécurité à répondre efficacement aux problèmes liés au genre (et spécifiquement les violences contre les femmes) et nous travaillons avec les comités de gestion des camps afin de donner un plus grand rôle aux femmes dans les processus de décision. Nos organisations partenaires servent de point de contact pour les victimes de violences liées au genre, conscientisent sur la menace de la violence contre les femmes liée à la consommation d'alcool dans les camps de déplacés et abordent les questions liées à la sécurité des femmes avec le gouvernement. En réponse à des demandes d'assistance à Ampara, Oxfam a distribué des informations aux femmes des camps sur les questions telles que les droits fonciers. A Kilinochchi, nous offrons une assistance spécifique aux femmes à propos des manières de gagner leur vie.

“Je suis très fière de moi-même et de tout ce que j'ai fait... J'ai gagné de l'argent pour ma famille lorsque nous en avions besoin. Mon mari et moi avons travaillé ensemble... avec Oxfam et avec nos voisins. Il n'y avait pas de différence entre hommes et femmes. J'ai vraiment apprécié ce travail.”

Shamali Kodikara, une mère de 36 ans qui a construit sa propre maison par le biais du programme travail contre salaire de Oxfam à Matara, au sud du Sri Lanka



Sri Lanka

“Pour nous, c’est un palais”

Dans le cadre d’un projet de travail contre salaire à Tangalle, au sud du Sri Lanka, des familles ont été formées et payées pour construire des maisons temporaires. Elles ont également été partie prenante aux discussions sur l’architecture des maisons. Oxfam a fourni les matériaux, l’outillage, la formation et les salaires.



“Lorsque j’ai vu que des maisons allaient être construites ici, j’ai aidé demander du travail – j’étais prête à tout faire,” explique Kaluhandadige Lalitha, une mère de quatre enfants qui s’est installée dans sa maison fin février. “Tout ce que j’avais a été emporté par le tsunami. Des étrangers que je ne connais pas m’ont donné cela suite au tsunami et ma partie du travail était de participer à la construction des maisons. J’ai appris comment préparer le sol, comment construire et utiliser les matériaux – tout était nouveau pour moi. Le salaire que j’ai reçu de mon travail avec Oxfam me permettra de faire vivre mes enfants pendant tout un temps. Lorsque nous avons reçu les clés de nos nouvelles maisons, j’étais si heureuse... Je savais que tout irait bien pour nous.”

Composées d’une pièce principale avec des espaces pour la cuisine et le rangement à l’extérieur, les dimensions des maisons sont supérieures aux exigences d’espace minimal définies par les organisations humanitaires internationales. Des murs en contreplaqué fixés sur des blocs de béton soutiennent des toits en tôle ondulée recouverts de bois pour éviter les trop fortes températures à l’intérieur. Les maisons peuvent être démontées et les matériaux peuvent être réutilisés de manière à ce que les familles puissent les utiliser pour construire des maisons permanentes dans le futur. Des latrines et des points d’eau communs sont disponibles à l’extérieur.

“Nous avons abordé la question des matériaux avec les familles dès le début et nous avons utilisé les matériaux de leur choix,” explique Zulifiquar Ali Hidar, ingénieur en santé publique pour Oxfam. “L’espace disponible à l’extérieur de chaque maison peut être utilisé pour le rangement, pour sécher les vêtements ou pourquoi pas pour un petit commerce. L’implication des familles a été un facteur de succès essentiel. Cela les a responsabilisées et les a conscientisées sur l’importance des femmes. Les habitants m’ont dit qu’ils savaient que c’étaient eux, et pas Oxfam, qui était réellement propriétaires des maisons. Cela m’a rempli de fierté.”

Premananda, un habitant de Tangalle résume le sentiment des habitants : “C’est juste une pièce, mais aujourd’hui nous la considérons comme une maison,” explique-t-il. “Ce n’est pas juste une maison, mais un palais, parce qu’elle nous aide à vivre sans être un fardeau pour quiconque.”

“C’est juste une pièce, mais... elle nous aide à vivre sans être un fardeau pour quiconque.”

Premananda, habitant de Tangalle

Sri Lanka

Santé publique

Oxfam travaille avec le gouvernement et avec d'autres organisations d'aide pour fournir 700.000 litres d'eau propre par jour dans sept districts touchés par le tsunami. Nous avons installé des centaines de citernes d'eau qui fournissent de l'eau potable à plus de 65.000 personnes et nous avons distribué 5.000 filtres à eau à travers le pays pour un usage domestique. Jusqu'à présent, Oxfam et ses organisations partenaires ont nettoyé ou construit plus de 5.000 puits. Notre programme de vérification de la qualité de l'eau (avec la collecte de 350 à 700 échantillons par mois) est en cours. Nous avons fourni plus de 4.500 latrines et avons

construit des espaces de bain, des vestiaires pour femmes et des espaces de lessive dans toute la région. Nous avons également distribué 22.000 kits d'hygiène (contenant des objets tels que savon, serviettes hygiéniques et seaux d'eau) et avons aidé les résidents de maisons nouvellement construites à se connecter au réseau de distribution d'eau potable. Avec nos partenaires, nous avons mené dans les camps pour personnes déplacées des activités visant à promouvoir la conscientisation en matière d'hygiène et nous gérons des dispensaires gratuits dans un certain nombre de villages touchés par le tsunami.

A travers tout le Sri Lanka, le tsunami a pollué avec de l'eau salée et des débris des milliers de puits qui fournissaient à de nombreuses familles de l'eau pour la consommation, l'hygiène personnelle et la lessive. A Batticaloa, Oxfam a mené un programme de nettoyage de puits afin de les remettre dans leur état original, d'éviter que de l'eau doive être transportée par camion et de remettre en état les ressources de la population. Ce travail a accéléré le processus de retour des habitants dans leurs maisons.

Oxfam a payé, formé et équipé quatre équipes de nettoyage de puits. Au mois d'août, ils avaient déjà nettoyé plus de 4.800 puits – un travail difficile et sale, mais d'une valeur incalculable. "Il faut environ 30 minutes à une équipe de quatre personnes pour pomper le contenu d'un puits, "explique Ravinthiran, un des membres d'une de ces équipes. "La première fois que nous nettoyons un puits, l'eau salée revient par le sol, mais après la deuxième ou la troisième fois, il n'y a plus de sel. C'est un travail difficile, mais les habitants ont vraiment souffert et je veux les aider. Nous avons commencé par nettoyer les puits dans les camps et puis nous nous rendrons dans les zones où les gens se sont réinstallés. La population est vraiment reconnaissante que nous faisons cela, donc cela en vaut vraiment la peine. C'est un travail à temps plein, donc c'est bien pour moi également. Lorsque nous avons terminé un puits et que nous sommes certains qu'il est propre, nous effectuons des tests et essayons de boire un peu d'eau nous-mêmes. Les habitants nous ont regardés travailler et ils nous font confiance si nous buvons également. Ils savent que tout est en ordre et que nous avons bien travaillé."



“Les habitants nous ont regardés travailler et ils nous font confiance si nous buvons également. Ils savent que tout est en ordre et que nous avons bien travaillé.” Ravinthiran

Sri Lanka

Répondre aux besoins des femmes

“Avant le tsunami, il y avait des problèmes très graves liés au niveau de violence contre les femmes dans cette région,” explique Shanthi Sivanesan, responsable Oxfam des questions de genre et de protection au Sri Lanka. “Il nous fallait continuer à en tenir compte dans le cadre de notre réaction au tsunami.”



Une citerne d'eau installée dans un camp d'accueil pour les victimes du tsunami porte des messages de la campagne “WE CAN” (“nous pouvons le faire”) de Oxfam visant à mettre un terme à la violence contre les femmes.

Les messages transmis:

“Mon père crie toujours sur ma mère. - Pourquoi ?” et “La violence détruit toute la famille”

A Batticaloa, Oxfam travaille avec Sarvodaya, un partenaire de longue date, pour améliorer les droits, la sécurité et la santé des femmes. Dans les camps d'accueil, les problèmes sociaux auxquels les femmes étaient confrontées avant le tsunami se sont encore amplifiés. Elles ont été forcées de se laver, s'habiller et donner le sein sans la moindre intimité. “Au début, nous nous sommes rendus dans chaque camp pour voir quels étaient les besoins,” explique un superviseur de Oxfam en matière de santé. “Nous avons rassemblé des données sur les installations et avons formé des petits groupes distincts d'hommes et de femmes pour identifier leurs besoins.” Oxfam a fait pression pour la construction d'installations sanitaires distinctes et de lampes pour rendre ces installations plus sûres pour les femmes pendant la nuit. Oxfam a également organisé des sessions de formation pour les membres des comités de gestion des camps afin qu'ils soient à même d'influencer les prises de décision.

Le tsunami a tué plus de femmes que d'hommes – une situation qui a modifié profondément les structures sociales. Par exemple, de nombreuses femmes survivantes ont subi de fortes pressions pour épouser des hommes devenus veufs après le tsunami. Oxfam travaille dans toute la région pour mettre ce problème en évidence et pour diminuer la pression sociale sur les femmes - poursuivant ainsi notre programme déjà existant.

“Il y a encore d'énormes défis à relever pour garantir que les femmes soient protégées des discriminations et de la violence,” explique Shanthi Sivanesan. Avec d'autres ONG locales, Oxfam a formé un groupe appelé Genderwatch, un groupe de femmes visant à coordonner la gestion des catastrophes.

“Shanthi nous a appris beaucoup,” déclare Pathimalar, une résidente d'un des camps. “Au début, beaucoup d'entre nous n'osaient même pas parler, nous étions trop timides. Si nos maris ou nos enfants voulaient quelque chose, nous laissions tout tomber pour aller immédiatement nous occuper d'eux. Puis, quelques femmes ont commencé à parler de leurs problèmes et de la manière dont elles voulaient les résoudre. Certaines femmes ont changé énormément de choses dans leurs vies.

Oxfam a fait pression pour l'installation d'installations sanitaires unisexes et de lampes pour rendre ces installations plus sûres pour les femmes pendant la nuit

Inde

Plus de 12.000 personnes sont mortes et 150.000 maisons ont été détruites ou endommagées lorsque le tsunami a frappé la côte sud-est de l'Inde. Des milliers de personnes ont perdu leurs moyens d'existence lorsque les terres agricoles ont été submergées et les bateaux de pêche détruits. La Banque asiatique de développement estime que le tsunami affecte directement ou indirectement près de 645.000 personnes.

Depuis la catastrophe, Oxfam et 29 organisations partenaires sont venus en aide à plus de 600.000 personnes.

Santé publique

Dans les semaines suivant immédiatement le tsunami, la menace de maladies a été notre principal souci. Nous avons déployé des dizaines d'ingénieurs en traitement des eaux, de spécialistes sanitaires et de promoteurs de la santé et avons distribué des kits d'hygiène à plus de 30.500 familles. Cette activité a été vitale pour empêcher la propagation massive de maladies liées à l'eau. A la fin du premier trimestre, Oxfam avait mis en place des installations sanitaires et d'approvisionnement en eau pour environ 7.000 ménages (y compris la réhabilitation des systèmes existants d'approvisionnement en eau). Nous avons également fourni une aide alimentaire d'urgence à 42.000 familles et distribué un matériel de cuisine de remplacement à 7.000 ménages. Grâce au travail d'un partenaire local, 360 familles de la tribu des Adivasi touchées par le tsunami ont finalement été reconnues et intégrées dans le programme d'aide alimentaire du gouvernement.

Dans un autre volet de notre programme de santé publique, notre partenaire SEVAI forme les enfants à servir d'ambassadeurs de la

santé publique dans les écoles. Cette organisation met également en place des scénettes de rue consacrées aux questions sanitaires.

Là où cela est possible, Oxfam intègre également dans ses programmes des activités de prévention du virus VIH/sida. Dans le sud de l'Inde, nous soutenons des partenaires afin qu'ils soient capables de répondre à la menace du VIH/sida par le biais d'ateliers et de formations.

Hébergement

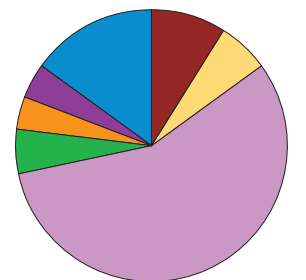
Dans un premier temps, Oxfam a fourni un hébergement temporaire à 1.103 familles et nous prévoyons de construire des maisons permanentes lorsque des terrains auront été attribués par le gouvernement, ce qui pourrait néanmoins prendre du temps au vu de la complexité du processus d'attribution de terrains appropriés. Il est également important de prendre le temps nécessaire pour garantir que les familles soient réellement impliquées dans la prise de décisions qui les concernent. Des rencontres sont organisées régulièrement avec les familles dans certains hébergements temporaires pour les mettre au courant des dernières informations transmises par le gouvernement.

Entre avril et juin, Oxfam a renforcé des centaines d'abris existants pour les préparer à la saison de la mousson. Nous avons également distribué 430 ventilateurs sur pied pour réduire la température dans les abris temporaires. En juin, 2.300 abris "non-Oxfam" ont été détruits par un incendie à Kargil Nagar. Un partenaire de Oxfam a fourni 30 tentes de grandes dimensions jusqu'à ce que les autorités soient à même de fournir à nouveau des abris temporaires individuels.

“Auparavant, je me considérais comme un travailleur dépendant, employé par un entrepreneur sur un site de construction. Aujourd'hui, je peux prendre soin de ma famille et gagner ma vie tout en fournissant un travail à sept autres personnes.”

Palaniamma, qui a démarré une entreprise de fibre de noix de coco grâce à un prêt de Oxfam à Parangipettai, en Inde.

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



millions de euros	
Santé publique, eau et hygiène 9%	1.454
Sécurité alimentaire 6.1%	0.983
Restauration des moyens d'existence 56.8%	9.207
Restauration des services sociaux 5.3%	0.862
Gestion de catastrophe 3.8%	0.608
Hébergement 4.1%	0.658
Soutien aux programmes 15%	2.434
Total	16.207

Inde

Moyens de subsistance

Depuis le mois de mars, les efforts d'Oxfam dans le sud de l'Inde ont évolué d'activités d'aide d'urgence vers de programmes de réhabilitation. Grâce à notre programme consacré aux moyens de subsistance, nous avons pu soutenir plus de 70.000 familles. Même si nous travaillons énormément avec les groupes de pêcheurs, nos efforts touchent également d'autres types d'activités commerciales pour lesquelles nous avons identifié des besoins non encore résolus. Ces activités incluent également des programmes de travail contre salaire destinés à réhabiliter des canaux, des viviers et des terres agricoles.

PREPARE, un partenaire de Oxfam qui entretient une relation à long terme avec les populations de pêcheurs, a offert une formation à la pêche aux crabes et à la culture des algues à 150 familles dans cinq villages. Il s'agissait d'un projet particulièrement innovateur qui a connu un tel succès que les autorités de Tamil Nadu travaillent aujourd'hui au lancement de leur propre projet créateur de revenus basé sur la pêche aux crabes et la culture des algues. Oxfam travaille avec des partenaires au sein du East Coast Development Forum (le Forum de

développement de la côte est) pour restaurer les moyens de subsistance de 13.000 personnes.

On estime qu'environ 12.000 hectares de cultures et de terres agricoles ont été endommagés par l'afflux d'eau de mer salée dans le secteur agricole du sud de l'Inde. Bon nombre des personnes touchées étaient des petits agriculteurs marginalisés originaires des castes défavorisées Dalit et Adivasi. Avec les familles touchées, la DHAN Foundation, un partenaire de Oxfam, a utilisé ses connaissances en matière de gestion des sols et de l'eau pour réhabiliter les terres. Ils ont également réhabilité des viviers et d'autres sources d'eau vitales qui avaient été endommagées. Les familles touchées ont été entièrement impliquées dans les activités par le biais de programmes travail contre salaire qui leur ont permis de faire face à leurs besoins de base à un moment où elles ne disposaient pas d'autre source de revenus. Depuis lors, plusieurs familles ont planté de nouvelles semences sur leurs terres réhabilitées et elles seront à nouveau à même de récolter dans quelques mois. 600 familles ont profité de ces activités jusqu'à présent, mais beaucoup d'autres vont les rejoindre.

“Nous apprenons des choses nouvelles qui viennent de l'extérieur, et cela nous aide à améliorer nos conditions de vie.”

Ganesh, un fermier indien qui a été payé par Oxfam et son partenaire CCD par le biais d'un programme travail contre salaire pour réhabiliter les champs détruits par le tsunami et les protéger de futures inondations.

La population de Rasapettai, dans la région indienne de Tamil Nadu, réside sur une île avec un estuaire d'un côté et la mer de l'autre. Ils dépendent de bateaux manœuvrés à la main pour rejoindre le continent. Il s'agit d'un des villages les plus durement touchés dans le district de Cuddalore, mais les maisons étaient heureusement construites sur des terres en hauteur et ont été épargnées. Néanmoins, deux personnes ont été tuées et plus de 300 bateaux de pêche ont été détruits, un coup terrible pour une communauté dépendant des revenus tirés de la pêche.

En collaboration avec Sumanahalli, un partenaire local, Oxfam vient en aide aux 422 familles composant cette communauté de pêcheurs et soutient également quatre autres villages des alentours. Le travail de Sumanahalli inclut la réparation des bateaux et des filets, leur protection par un système d'assurance et la création de groupes de soutien internes, y compris 17 groupes pour les femmes. Il y a également une confédération des propriétaires de bateaux récemment créée qui prend la responsabilité de l'entretien annuel des bateaux avec un partage des coûts entre les membres.

“Je suis heureux d'être copropriétaire d'un bateau à moteur. Auparavant, seuls les hommes possédaient des bateaux, mais aujourd'hui les femmes en possèdent également. La prise est répartie équitablement entre les membres du groupe,” explique Kasthuri, qui habite dans le village avec ses enfants.



Inde

Des revenus tirés de la mer

A Tamil Nadu, au sud-est de l'Inde, la population gagne sa vie depuis des siècles en faisant évaporer l'eau de mer pour en extraire le sel – une activité qui n'a été interrompue que lorsque le tsunami a détruit leurs plateaux à sel. Oxfam a mis en oeuvre un programme de travail contre salaire qui a permis aux producteurs de sel de réparer leurs plateaux à sel afin de pouvoir à nouveau gagner leur vie.



“Toute la région a été détruite par le tsunami. Il ne restait rien, à part des canalisations envasées,” se rappelle le Dr Ravi Chandram, directeur de FACE, une plate-forme de 16 organisations de base qui travaille avec Oxfam dans les zones touchées par le tsunami. “Les plateaux à sel sont utilisés par des populations marginalisées, pour la plupart des personnes très pauvres qui n'étaient pas à même d'emprunter de l'argent pour reconstruire leurs plateaux à sel.”

Oxfam a reconnu les difficultés des travailleurs des salines et les a payés pour assécher et reconstruire les plateaux. “C'est comme une renaissance,” explique Murugayan, qui loue un plateau à sel. “Les subventions que vous nous avez données nous ont permis de recommencer à produire du sel et nous ont convaincus que nous étions capables de recommencer à gagner notre vie. Sans ce soutien, nous n'aurions pas été capables de faire quoi que ce soit avec nos plateaux à sel.”

“Un système d'égalité des salaires a été introduit par Oxfam – la première organisation internationale à accorder un salaire égal aux femmes,” raconte Dr Chandram. Anjammal travaille depuis vingt ans dans ce secteur. “Auparavant, je gagnais 50 roupies (0.90) mais maintenant nous gagnons 72 roupies (1.30) et nous sommes très contents. Ce n'est pas uniquement une question d'égalité des salaires, mais aussi une question d'égalité des droits.” Avec le soutien de Oxfam, FACE veut modifier les attitudes sociales dominantes et parvenir à une égalité des salaires à long terme pour les femmes.

“Nous voulons développer cette ouverture et en faire un point de discussion. C'est une très bonne initiative que nous voulons poursuivre,” continue Dr Chandram. Il veut également aider les producteurs à fournir du sel de meilleure qualité et à vendre leur production de manière directe afin de ne plus perdre d'argent à cause d'intermédiaires.

Avec l'aide de FACE et de Oxfam, l'espoir est grand que les travailleurs de l'industrie du sel disposeront de perspectives d'avenir plus brillantes qu'avant le tsunami.

“Oxfam a reconnu les difficultés des travailleurs des salines et les a payés pour assécher et reconstruire les plateaux.

C'est comme une renaissance”

Murugayan, utilisateur des plateaux à sel

Inde

Les Iles Andaman et Nicobar

Plus de 3.500 personnes ont perdu la vie lorsque le tsunami a frappé l'archipel indien reculé des Iles Andaman et Nicobar, où des migrants de toute la partie continentale de l'Inde vivent aux côtés de la population indigène.

La plupart des terres agricoles et de nombreuses plantations ont été polluées par l'eau de mer. Les réserves d'eau potable ont été contaminées et des poches d'eau stagnante se sont formées partout.

Moyens de subsistance

Nous avons fourni plus de 11.400 journées de travail contre salaire, en nous concentrant sur la désalinisation des puits, l'installation de planchers pour les abris et le nettoyage des débris échoués sur les terres agricoles. En outre, nous avons fourni du matériel comme des vélos et des machines à coudre.

Hébergement

Plus de 1.500 personnes ont bénéficié de la construction de 220 abris intermédiaires et de la distribution de près de 200 kits d'hébergement comprenant des objets tels que cuisinières, poêles, filtres à eau et moustiquaires. Nous avons également construit quatre centres communautaires qui sont encore en utilisation.

Santé publique & services sociaux

Plus de 1.600 familles utilisent aujourd'hui les latrines d'urgence de Oxfam. Nous avons désalinisé 300 puits, distribué des kits d'hygiène (contenant savon, serviettes de toilette traditionnelles et brosses à dents) à plus de 3.000 familles, installé plus de 70 citernes d'eau et construit 420 structures de collecte d'eau de pluie pour améliorer l'approvisionnement en eau.

Oxfam a fourni 120 tentes au Ministère de l'Education pour les utiliser comme écoles temporaires et, en collaboration avec All India Radio, nous avons diffusé des messages consacrés à la santé publique dans six langues régionales. Oxfam a également distribué des produits anti-moustiques naturels pour aider à endiguer la propagation du paludisme.

Une formation de trois jours a été organisée pour le personnel de Oxfam afin de mettre en évidence la nécessité d'augmenter la conscientisation relative au VIH/sida dans tous nos programmes. Nous prévoyons d'organiser des formations similaires pour des NGO partenaires et nous les aiderons à développer des plans d'action spécifiques pour intégrer le VIH/sida dans leurs stratégies de réhabilitation, à long terme.

All India Radio a diffusé des messages consacrés à la santé publique dans six langues.



Dans les îles Andaman et Nicobar, Oxfam a distribué des radios aux personnes résidant dans des camps de déplacés. Nous travaillons avec All India Radio pour diffuser des messages consacrés à la santé publique dans six langues, y compris le bengali, l'hindi et le nicobari. Jayanti Gupta (à gauche), résidente d'un des camps, explique que les messages sont très utiles. "J'écoute la radio plusieurs fois par jour," explique-t-elle. "J'entends des messages de Oxfam tels que 'Faites bouillir l'eau pendant 20 minutes avant de la boire' ou 'Utilisez les toilettes et gardez les propres', ou comment préparer des solutions de réhydratation orale si nous sommes malades."

Somalie

Les vagues du tsunami portaient encore une énorme force destructrice lorsqu'elles ont atteint la Somalie, à plus de 5.000 km de l'épicentre du tremblement de terre. La zone la plus touchée a été une bande côtière de 650 km à Puntland, où 289 personnes ont été rapportées mortes ou disparues et où maisons et sources d'eau ont été détruites. Hafun a pratiquement complètement disparu sous le choc du tsunami et presque tous les habitants du centre historique de la ville se sont retrouvés sans-abri. Les populations touchées ont également perdu leurs bateaux et leur équipement de pêche, éléments essentiels pour gagner leur vie.

Durant la phase d'urgence initiale, Oxfam est venu en aide à 20.000 personnes dans les districts de Hafun et Mudug en distribuant nourriture et objets de première nécessité, y compris du matériel pour des abris. Une réponse a été apportée aux besoins humanitaires immédiats de la population, mais environ 50 pourcent a toujours besoin d'aide alimentaire ou financière. Oxfam tente également de venir en aide aux communautés de bergers nomades à l'intérieur du pays, dont certains membres ont été poussés par la sécheresse à migrer vers la côte à la recherche de travail et sont aujourd'hui retournés sans rien. Avec nos partenaires, nous sommes bien placés pour aider ces populations étant donné que nous étions déjà actifs avec elles avant le tsunami. Notre travail en Somalie se déroule dans un contexte d'insécurité considérable étant donné que la Somalie est privée de gouvernement central efficace depuis 1991.

Hébergement et services sociaux

Oxfam a reçu des fonds du DEC (Disasters Emergency Committee) pour travailler avec Muslim Aid à la construction de 60 maisons destinées aux plus vulnérables des habitants de Hafun et Garacad. Ces logements seront terminés en novembre 2005. En collaboration avec notre partenaire, la Tadamon Social

Society, nous avons également construit une nouvelle école et nous en avons réhabilité neuf autres en collaboration avec des ONG somaliennes, le Centre for Education and Development et SRDO.

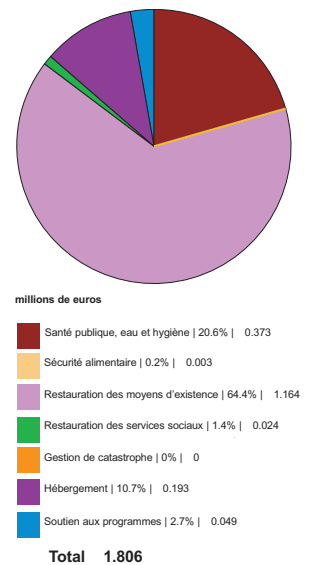
Moyens de subsistance

Les activités de travail contre salaire ont été un élément important de notre programme en Somalie. En collaboration avec plusieurs organisations partenaires, nous avons utilisé le principe du travail contre salaire pour évacuer les débris, restaurer les forêts de palétuviers protectrices et réparer des routes. Nous avons également été impliqués dans la réhabilitation de puits et d'autres systèmes d'approvisionnement en eau. Nous prévoyons de faire don de bateaux et d'équipement aux populations de pêcheurs. Avec notre soutien, Muslim Aid fournit également 80 bateaux de pêche, des moteurs et du matériel de pêche aux familles touchées.

En collaboration avec des ONG locales, nous avons lancé un programme d'assistance aux 2.500 ménages les plus vulnérables de Iskushuban, pour 1.000 d'entre eux par le biais d'activités de travail contre salaire. De cette manière, nous voulons attaquer les problèmes à court terme liés à l'insécurité des moyens d'existence, particulièrement le manque de nourriture et d'eau ainsi que l'endettement. Le choix des bénéficiaires se fera en consultation avec la population, en particulier avec un comité de village qui comprendra des représentantes féminines.

En janvier 2006, nous entamerons un projet de deux ans consacré au développement de moyens d'existence alternatifs par le biais de la reconstruction de l'infrastructure nécessaire pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau, de l'amélioration des compétences, de l'extension des marchés et d'une réhabilitation environnementale. Avec un budget total d'environ 0.7 million de euros, ce projet sera mis en oeuvre par notre partenaire Horn Relief.

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



Les Maldives

Selon les Nations Unies, le tsunami a touché un tiers de la population des Maldives, soit près de 300.000 personnes, détruisant maisons, moyens d'existence et infrastructure sociale. Plus de 15.000 personnes se sont retrouvées sans-abri. L'impact financier est énorme, évalué à 363 millions d'euros, soit 62% du produit intérieur brut.

Oxfam a été une des premières organisations internationales à réagir à la catastrophe dans les Maldives en envoyant une équipe d'évaluation le 3 janvier 2005. Menés jusqu'en mai 2005, nos programmes consistaient en la fourniture d'équipement permettant un approvisionnement d'urgence en eau et en un soutien financier visant à stimuler l'activité économique et restaurer le pouvoir d'achat de 22.000 personnes sur plusieurs îles. Oxfam a travaillé en étroite collaboration avec le National Disaster Management Centre et les autorités nationales et locales afin de garantir la bonne coordination des programmes avec les plans et politiques du gouvernement.

Moyens de subsistance

En collaboration avec les partenaires Care Society et Foundation for the Advancement of Self-Help in Attaining Needs (FASHAN), les projets travail contre salaire de Oxfam ont fourni 13.462 salaires journaliers à 683 hommes et 758 femmes sur 14 îles. Ce travail a généré, entre autres résultats, un total de 900.000 blocs de ciment pour la construction. Un troisième partenaire, Society for Health Education (SHE), a distribué de l'équipement pour 20 bateaux sur l'île de Vilifushi, dans l'atoll de Thaa

Eau et sanitaires

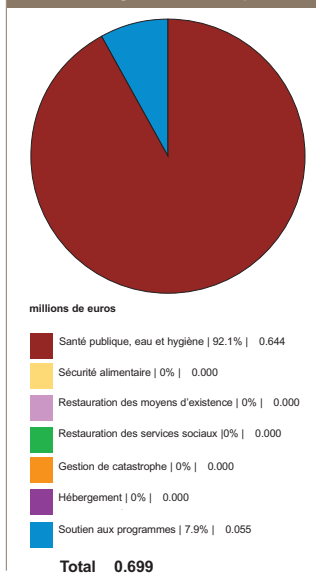
L'évaluation menée par Oxfam a montré que l'approvisionnement en eau potable des îles touchées était le besoin humanitaire le plus urgent. Nous avons mis en place trois installations permanentes de désalinisation capables de fournir 10.000 litres d'eau potable par jour avec une durée de vie de 10 ans. Ces installations ont été distribuées aux populations des îles de Muli, Viligili et Goidhoo et ont été accompagnées de pièces de rechange, d'une formation pour les utilisateurs et de dépenses de fonctionnement pour une durée de trois mois.

En outre, Oxfam a distribué des citernes d'eau capables de stocker un total de 190.000 litres sur les îles de Gan et Thinadhoo afin de compléter les installations de désalinisation.

Nous avons mis un terme aux opérations de secours d'urgence au mois de mai et avons mené une évaluation afin d'évaluer l'impact du programme et en tirer les conclusions nécessaires. Le bureau temporaire de Oxfam à Male, la capitale, a été fermé le 15 mai 2005 après nous être assurés que les objectifs du programme avaient été atteints.

Après nous être assurés que les objectifs du programme avaient été atteints, le bureau temporaire de Oxfam a été fermé le 15 mai 2005.

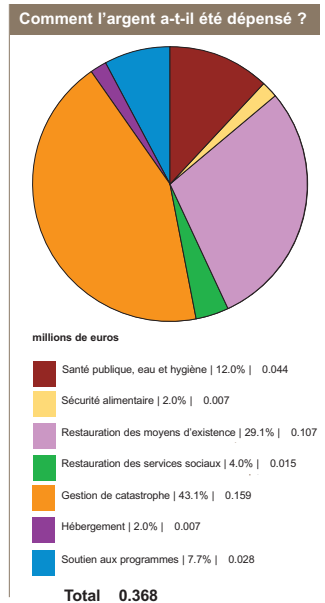
Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



Birmanie (Myanmar)

Le coût du tsunami pour les populations côtières de Birmanie est difficile à mesurer, mais on estime qu'environ 100 personnes ont perdu la vie et que plus de 5.000 personnes se sont retrouvées sans-abri. La catastrophe a mis en évidence la pauvreté et la vulnérabilité des habitants de la région de Ayeyarwady, dans le sud de la Birmanie. Dans les premières semaines, Oxfam et un partenaire local ont fourni du riz, des couvertures et des moustiquaires à 517 ménages et ont réparé un point d'eau potable public utilisé par 50 familles. Dans le district de Ngapudaw, nous sommes venus en aide à 4.000 habitants en reconstruisant un pont et en garantissant de l'eau potable à 10.000 résidents grâce à la rénovation de leur réservoir d'eau potable.

Jusqu'au mois de mai, notre travail a bénéficié à près de 17.000 habitants, dont une moitié de femmes. Nous avons entre autres aidé 126 ménages à reprendre leur travail en leur fournissant des bateaux de pêche, des filets et du matériel et avons également réparé 35 maisons dans l'état de Shan. Notre partenaire dispose d'une grande expérience en matière de développement local dans la partie nord de la Birmanie et installe actuellement un bureau dans le sud du pays. A Laputta, nous avons facilité le déroulement de réunions visant à aider la population à mettre en place ses propres plans de développement, y compris 23 propositions pour réparer et rénover des bâtiments scolaires. Nous espérons venir en aide à 12.000 personnes supplémentaires et aider 48 villages à développer leurs propres plans de développement local.



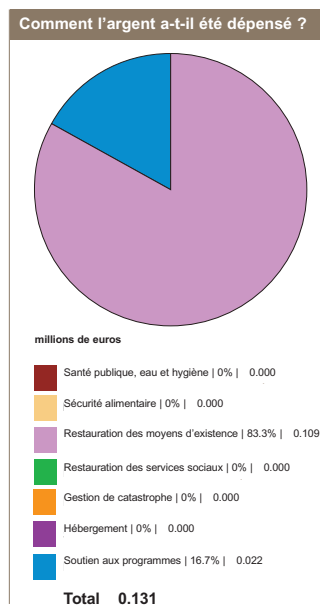
Thaïlande

On estime que le tsunami a coûté la vie à plus de 8.000 personnes en Thaïlande. D'immenses étendues côtières ont été endommagées. En collaboration avec le Save Andaman Network (SAN), Oxfam est venu en aide à de petites communautés de pêcheurs installées sur des îles isolées et sur la côte thaïlandaise des îles Andaman. A la fin du mois de septembre, 2.920 sets de matériel de pêche avaient été distribués et 1.406 bateaux et 193 maisons endommagés avaient été réparés.

2.500 des morts identifiées étaient des immigrants birman enregistrés pour travailler dans les provinces de Phang-nga et Phuket. On compte également un nombre inconnu d'immigrés clandestins. Immédiatement après le tsunami, les autorités ont commencé à renvoyer les immigrants vers la Birmanie. Certains d'entre eux ont rejoint les communautés birmanes dans d'autres parties de la Thaïlande et d'autres sont retournés en Birmanie. Dans de nombreux cas, ils n'ont eu accès ni à l'aide du gouvernement

thaïlandais, ni à celle du gouvernement birman. Ils se sont retrouvés isolés, sans moyens de subsistance et en choc psychologique. Les communautés d'accueil s'étaient déjà agrandies au-dessus de leurs possibilités.

Suite à une évaluation des besoins menée le 28 décembre, une ONG locale soutenue par Oxfam a commencé à fournir une aide d'urgence à plus de 2.500 migrants. En février, un autre partenaire de Oxfam, la Foundation for Migrant Assistance Program, est venue en aide à 7.500 migrants (dont une moitié de femmes) pour exiger qu'on leur rende leurs documents officiels. En effet, sans ces documents, ils n'étaient pas à même d'obtenir un emploi légal ou d'obtenir une assurance médicale. En collaboration avec d'autres ONG rassemblées dans le Tsunami Action Group (TAG), nos partenaires ont aidé au transport des migrants vers les hôpitaux pour une assistance médicale, ont fourni des services de traduction et, le cas échéant, une aide financière.



Evaluation et leçons à retenir

Le tsunami a été une catastrophe d'une ampleur et d'une complexité jamais expérimentées auparavant. Des erreurs ont inévitablement été commises, mais Oxfam est déterminé à tirer les leçons des difficultés rencontrées.

Dans les premiers jours suivant une urgence de grande ampleur, évaluations et coordination sont d'une importance capitale. Une fois les programmes lancés, le suivi devient essentiel. Il n'est pas possible de gérer des programmes à l'échelle nécessaire après le tsunami sans commettre d'erreurs, et l'évaluation de notre travail garantit que nous identifions et améliorions les points négatifs de nos activités. Si des partenaires et des bénéficiaires nous signalent des erreurs, nous voulons rectifier la situation et en tirer les leçons nécessaires pour garantir une meilleure qualité à nos activités futures.

- En Inde, lorsque les fortes pluies de la mousson ont commencé à tomber, il est devenu clair que certains de nos abris temporaires n'étaient pas assez solides et le sol s'est gorgé d'eau. Nous avons donc maintenant renforcé les murs et le toit, avons recouvert les abris d'épaisse toile goudronnée et avons utilisé du sable pour créer un drainage autour des sites. Nous voulons nous assurer que tout les abris utilisés à l'avenir dans des régions soumises à la mousson soient d'une qualité durable.
- Au Sri Lanka, nous avons rencontré des difficultés considérables avec l'utilisation d'un nouveau type de citerne d'eau. Après avoir résolu les problèmes liés à leur installation, leur emplacement et leur protection, nous avons partagé nos découvertes avec d'autres utilisateurs de ces citernes.
- Dans le contexte en évolution constante et difficile au niveau logistique de Aceh, notre approche conventionnelle consistant à commencer par des évaluations avant de définir notre mode d'assistance a entraîné des frustrations et des retards durant les premiers jours. Au moment où nos équipes avaient terminé de consulter les populations, de rassembler les informations nécessaires et de les transformer en un plan d'intervention, les besoins des personnes touchées avaient déjà changé. En réalité, le niveau de destruction était

si élevé que la population avait besoin de plusieurs formes d'assistance, et l'eau et les installations sanitaires étaient ce que nous pouvions fournir de mieux au niveau logistique. Nous nous sommes rendus compte que nous avons besoin d'intégrer une phase d'évaluation à l'aide immédiate et d'utiliser ces interactions avec les populations pour nous faire une idée plus claire des besoins réels.

Une manière de partager les résultats de nos évaluations est l'organisation d'ateliers. Au mois de septembre, nous avons organisé un atelier "Que nous a appris le tsunami" à Chennai, en Inde, dont les résultats seront utilisés pour améliorer notre programme en cours et pour aider plus efficacement les bénéficiaires lors de futures urgences. La connaissance acquise par notre travail suite au tsunami a déjà été utilisée lors d'autres crises humanitaires, comme suite au tremblement de terre en Asie du Sud en octobre 2005.

Tout en répondant aux besoins exprimés par les populations frappées par le tsunami, Oxfam s'est engagé à respecter les principes et normes définis au niveau international, et spécifiquement le Code de Conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les normes 'Sphere' en matière d'approvisionnement en eau et d'hébergement. Oxfam est également signataire d'autres principes et normes qui garantissent une justification correcte de nos activités face aux personnes touchées par la catastrophe, et face à nos nombreux donateurs et à notre personnel. Nous tirons également les leçons d'autres rapports, comme le Rapport mondial sur les catastrophes (CRCR) et le rapport du Fritz Institute "Les leçons du tsunami".

Afin d'assurer que les exigences d'évaluation de Oxfam ne pèsent pas trop lourd sur les programmes nationaux, une approche coordonnée du travail d'évaluation a été mise en place. Les affiliés de Oxfam ont créé un Cadre de contrôle et d'évaluation, emploient un

It is important that Oxfam's own monitoring and evaluation is supplemented by evaluations from credible external sources.

Evaluation et leçons à retenir

personnel spécifique pour les activités de contrôle et d'évaluation et mettent en place un plan qui implique les populations victimes du tsunami dans les activités de contrôle et d'évaluation. Ceci évite également de dupliquer les évaluations menées par d'autres organisations.

Il est important que le contrôle interne de Oxfam soit complété par des évaluations menées par des sources externes crédibles. Des évaluations sont menées par des organisations telles que la Tsunami Evaluation Coalition, le Disasters Emergency Committee et PriceWaterhouseCoopers. La plupart des résultats ne seront pas disponibles avant le début 2006. Ces évaluations se pencheront non seulement sur l'efficacité des programmes sur le terrain, mais également sur la manière dont Oxfam en tant qu'institution a géré sa réaction et a trouvé un nouveau moyen de collaboration entre affiliés via la création du 'Tsunami Fund'.

Le OI Charitable Fund se chargera de prendre leurs recommandations en compte afin que le travail de coordination de Oxfam soit encore plus efficace dans le futur.

On a également loué notre travail visant à créer des opportunités pour permettre à la population de gérer elle-même la réaction à apporter. Nous avons par exemple soutenu la création de comités de camp au Sri Lanka, en Inde et en Indonésie, et nous avons complété le travail de ces comités par l'installation de boîtes à suggestions / plaintes à Aceh et au Sri Lanka. Au Sri Lanka ont également été créés des comités «de surveillance » pour contrôler les discriminations en matière de genre et l'efficacité de la distribution d'aide.

Oxfam a également fait pression pour améliorer la qualité de la réponse globale. A Aceh par exemple, nos conseillers Sphere ont été à même de promouvoir les questions de genre et

de protection dans une situation caractérisée par un conflit préexistant. Au Sri Lanka, nous avons mis en avant les besoins des personnes handicapées, qui ont été particulièrement touchées par le tsunami mais ont été malencontreusement ignorées par de nombreuses organisations. Afin de collaborer efficacement avec d'autres, nous avons besoin de faire référence avec confiance à nos propres programmes et aux preuves des améliorations que nous y apportons

La définition des leçons à tirer elle-même pose de nombreux défis, par exemple:

- comment garantir que nous pouvons vraiment rendre des comptes aux personnes que nous tentons d'aider;
- comment définir dans quelle mesure nos programmes ont vraiment contribué à l'amélioration de la situation des bénéficiaires, et quelle est la nature de cette contribution ;
- comment évaluer avec précision la rentabilité de nos interventions afin que nous puissions prendre de meilleures décisions dans le futur.

D'un autre côté, nos activités de contrôle nous ont également permis de tirer des leçons sur nos succès. Par exemple, les affiliés de Oxfam se sont rendus compte qu'il est beaucoup plus facile de travailler dans les régions où nous étions déjà présents auparavant. Nous avons également pu mettre en évidence les nombreux avantages du travail par le biais de partenaires, comme par exemple :

- des niveaux élevés de participation réelle des populations touchées par le tsunami ;
- un travail plus efficace avec les autorités locales pour garantir la mise en oeuvre de politiques respectant les besoins des personnes touchées par le tsunami ;
- une meilleure connaissance des réglementations et exigences locales;
- un accès plus facile aux groupes marginalisés



Une boîte à suggestions dans le village de Leulingke, Banda Aceh, Indonésie.

Evaluation et leçons à retenir

Un défi essentiel à relever pour nos futurs programmes sera de garantir que l'aide apportée ne crée ou n'exacerbe pas de tensions entre les communautés. Dans de nombreuses régions, la population a été touchée par de multiples catastrophes – conflits, pauvreté, sécheresse ou inondations – mais les fonds disponibles ont été presque exclusivement destinés aux groupes touchés par le tsunami.

Tous les programmes de Oxfam intègrent l'idée selon laquelle nous venons en aide aux populations touchées afin qu'elles puissent

mieux réagir à de futures catastrophes. Notre expérience au Sri Lanka est que le travail à long terme consacré aux droits des populations renforce les institutions sociales et aide la population à mieux faire face aux catastrophes.

Nous devons nous assurer que l'expérience acquise depuis le tsunami ne contribue pas uniquement aux activités de Oxfam avec les populations touchées, mais qu'elle nous aide également à préparer et à faire face à de nouvelles catastrophes lorsqu'elles se produiront.

Rendre des comptes aux bénéficiaires

Oxfam reçoit des dons afin d'assurer que les vies de personnes dans le besoin soient améliorées. Dès lors, les personnes les mieux placées pour décider de la manière dont l'argent doit être dépensé sont les bénéficiaires eux-mêmes. Il est important d'écouter les bénéficiaires lorsque nous planifions nos programmes et de continuer à les écouter lorsque les programmes prennent forme

- A l'est du Sri Lanka, la population a été impliquée dans les décisions relatives à l'attribution des prêts et des dons de Oxfam. Ces résultats ont été publiés afin de permettre à d'autres d'émettre leurs remarques. Des modifications ont ensuite été effectuées avant la distribution des fonds. Un projet similaire a également été mis en place pour des coopératives de pêcheurs dans le nord-est.

- A travers le Sri Lanka, la construction des abris temporaires a été modifiée en fonction des discussions menées avec les différentes communautés. Les familles musulmanes, hindoues ou bouddhistes avaient des exigences différentes pour leur hébergement et les ingénieurs de Oxfam ont intégré leurs besoins dans leurs plans.

- Aceh, nous avons placé des panneaux d'information dans 96 villages et avons recouru aux radios et journaux locaux pour informer les gens de leurs droits. La publication du coût de l'aide apportée sur des panneaux d'information a augmenté la transparence des projets de Oxfam, a réduit le risque de corruption et a augmenté le degré de confiance en Oxfam.



“Nous étions déjà une ONG locale reconnue menant des projets de développement avec la communauté musulmane, mais nous n'avons commencé à travailler avec Oxfam que dans les jours suivant le tsunami. Nous avons organisé une réunion publique ouverte à toutes les familles avec Oxfam et on nous a montré deux modèles d'abris de transition. Nous avons suggéré quelques modifications quant à la construction – par exemple l'idée d'installer plus de chevrons sur le toit – et nous avons été très contents des abris.

Nous rencontrons la population chaque vendredi et nous transmettons toutes les remarques à Oxfam.”

Fateema, responsable de terrain pour MEESAN, une ONG partenaire de Oxfam, et résidente du camp de Sigaram à Batticaloa, au Sri Lanka.

Plans pour l'avenir

Le travail mené par Oxfam durant les neuf premiers mois de notre programme a connu de nombreux succès mais a également mis en évidence de nombreuses difficultés liées au travail d'aide d'urgence à une telle échelle.

Nous avons appris énormément de notre expérience d'après le tsunami et nous utilisons ces connaissances pour améliorer nos programmes à plus long terme dans les pays touchés et lors d'autres situations d'urgence ailleurs dans le monde.

Nous avons trouvé des solutions spécifiques à certains des problèmes particuliers rencontrés:

Garantir la propriété des terres

S'il est crucial que les personnes déplacées reçoivent un hébergement décent, des problèmes complexes liés à la propriété des terres ralentissent (et dans certains cas interrompent) la construction d'hébergements temporaires et permanents. A Aceh, nous mettons en place des bureaux de soutien juridique afin d'aider les gens qui ont perdu tous leurs documents écrits à réclamer leurs terres.

Des défis sociaux permanents

Tenter de résoudre les inégalités basées sur le système de castes, le genre et le statut économique est un défi permanent. Nous intégrons la question du genre dans tous nos programmes et nous travaillons pour garantir que des questions telles que l'égalité des salaires continuent à être prises au sérieux après que notre aide aura cessé.

Améliorer l'hébergement et les installations

Après le 26 décembre 2004, des tremblements de terre et des pluies torrentielles ont infligé des souffrances psychologiques supplémentaires aux populations touchées par le tsunami, ont endommagé certains abris temporaires et ont rendu de nombreuses routes difficilement praticables. Nous nous assurerons que toutes nos futures constructions, tant temporaires que permanentes, soient à même de résister à la mousson, prennent en compte la dimension du genre et répondent aux spécificités culturelles.



Au Sri Lanka, Oxfam a accordé des subventions de 5.000 roupies (42) pour aider les gens à recommencer à gagner leur vie. Valliyamma, 65 ans, est un pêcheur de crevettes à Batticaloa.

“Lorsque le tsunami a frappé notre village, nous avons tout perdu. Nous avons entendu que des subventions étaient disponibles, donc nous nous sommes portés candidats et nous avons reçu de l'argent qui nous a permis d'acheter des lampes et des filets afin de recommencer à pêcher. Nous vendons les crevettes à un commerçant que nous connaissons. De cette manière, nous pouvons gagner un peu d'argent.”

Plans pour l'avenir

Garantir que les voix locales sont entendues

La reconstruction dépend en partie de décisions du gouvernement – comme par exemple la question des grandes réparations d'infrastructure. Nous resterons en contact régulier avec les communautés locales et nous ferons tout pour que leur voix soit entendue en menant campagne avec elles pour un meilleur hébergement, pour un contact avec ceux qui prennent les décisions et pour le respect des normes telles que celles établies par le projet humanitaire Sphère.

Soutien aux communautés voisines

Les populations vivant dans les zones touchées étaient déjà confrontées aux effets de la pauvreté et des conflits. Mais ceux qui n'ont pas été directement touchés par le tsunami ont également désespérément besoin de notre aide. Nous faisons tout pour que notre programme tienne compte du contexte social et économique plus large dans lequel il prend place et pour que les populations vivant à côté des zones touchées par le tsunami soient également soutenues.

La reconstruction après le tsunami est un processus à long terme : il faudra probablement des années avant que tous les survivants disposent de maisons permanentes.

Néanmoins, nous sommes fiers du travail que Oxfam et ses partenaires ont été à même d'accomplir jusqu'à présent. Nous avons sauvé des vies tout en protégeant la dignité des survivants et nous n'avons pas ménagé nos efforts pour garantir une intégrité maximale dans le processus de reconstruction des communautés et des moyens de subsistance.

Notre travail visant à reconstruire et à améliorer ces communautés dévastées continuera au moins jusqu'à 2008. Il est vital que notre engagement dépasse la simple fourniture de maisons décentes. Nous devons nous assurer que les habitants disposent de moyens de subsistance stables qui leur permettent de se prendre en charge, qu'ils soient correctement préparés pour de futures catastrophes et que leurs droits soient respectés. Bref, Oxfam continuera à garantir que l'argent que nous avons reçu vienne en aide aux familles telles que celle de Pemawathi pour qu'ils reconstruisent une existence digne et indépendante.

“C'est formidable que Oxfam m'aide à gagner ma vie et à retrouver une vie normale. J'ai besoin de gagner ma vie et Oxfam m'a aidé à y parvenir. Merci beaucoup.”

Pemawathi Kankanange, producteur de fibres de noix de coco, Sri Lanka



Mme Rasidha, une coutière de 24 ans vivant temporairement dans un camp au Sri Lanka, s'est portée candidate pour une subvention de Oxfam afin de remplacer la machine à coudre qu'elle a perdue suite au tsunami.

“Au début, il y avait un grand besoin d'uniformes scolaire pour les enfants qui retournaient à l'école – la plupart des uniformes avaient été détruits par le tsunami. Oxfam a payé environ 1 euro par uniforme que nous fabriquions dans le cadre d'un programme travail contre salaire. Maintenant, j'ai beaucoup de travail pour coudre des robes, ce qui rapporte de l'argent que nous utiliserons pour reconstruire notre maison.”

Contacts

Affiliés Oxfam

Oxfam America

Présidente : Janet McKinley
Directeur : Raymond Offenheiser
Adresse : 26 West Street,
Boston MA 02111
1206, USA
Tél. : + 1 617 482 1211
Fax : + 1 617 728 2594
E-mail : info@oxfamamerica.org
Site web : www.oxfamamerica.org

Oxfam Australie

Présidente : Judy Mitchell
Directeur : Andrew Hewett
Adresse : 156 George Street,
(Corner of Webb Street), Fitzroy,
Melbourne, Victoria, Australia 3065
Tél. : + 61 3 9289 9444
Fax : + 61 3 9419 5318
E-mail : enquire@oxfam.org.au
Site web : www.oxfam.org.au

Oxfam Canada

Président : Richard Evans
Directeur : Robert Fox
Adresse : 250 City Centre
Avenue Suite 400
Ottawa, Ontario K1R 6K7
Tél. : + 1 613 237 5236
Fax : + 1 613 237 0524
E-mail : enquire@oxfam.ca
Site web : www.oxfam.ca

Oxfam-en-Belgique

Président : Anton Reithinger
Directeur : Stefaan Declercq
Adresse : Rue des Quatre Vents
60, 1080 Bruxelles, Belgique
Tél. : + 32 2 5016700
Fax : + 32 2 5118919
E-mail : oxfamsol@oxfamsol.be
Site web : www.oxfam.be

Oxfam Allemagne

Présidente : Isabel Scholes
Directeur : Paul Bendix
Adresse : Greifswalder Str.
33a, 10405 Berlin, Germany
Tél. : + 49 30 4285 0621
Fax : + 49 30 4285 0622
E-mail : info@oxfam.de
Site web : www.oxfam.de

Oxfam GB

Présidente : Rosemary Thorp
Directrice : Barbara Stocking
Adresse : Oxfam House, John Smith
Drive, Oxford, OX4 2JY, UK
Tél. : + 44 1865 473727
Fax : + 44 1865 472600
E-mail : enquiries@oxfam.org.uk
Site web : www.oxfam.org.uk

Oxfam Hong Kong

Président : Tse Kam Keung
Directeur : Chong Chan Yau
Adresse : 17/F., China United Centre,
28 Marble Road, North Point, Hong Kong
Tél. : + 852 2520 2525
Fax : + 852 2527 6307
E-mail : info@oxfam.org.hk
Site web : www.oxfam.org.hk

Intermón Oxfam (Espagne)

Président : Josep Miralles
Directrice : Ariane Arpa
Adresse : Roger de Lluria 15,
08010 Barcelona, Spain
Tél. : + 34 93 482 0708/0
Fax : + 34 93 482 0707
E-mail : info@intermonoxfam.org
Site web : www.intermonoxfam.org

Oxfam Irlande

Président : Tony McMullan
Directeur : Brian Scott
Adresse à Dublin : 9 Burgh Quay,
Dublin 2, Ireland
Tél. : + 353 1 672 7662
Fax : + 353 1 672 7680
E-mail : oxireland@oxfam.ie
Site web : www.oxfamireland.org

Adresse à Belfast : 115 North Street,
Belfast BT1 1ND, Northern Ireland, UK
Tél. : + 44 289 023 0220
Fax : + 44 289 023 7771
E-mail : oxfam@oxfamni.org.uk

Oxfam Nouvelle Zélande

Président : Bill Mansfield
Directeur : Barry Coates
Adresse postale : P.O. Box 68 357, Newton,
Auckland, New Zealand
Adresse : Level 1, 62 AitkenTerrace,
Kingsland, Auckland, New Zealand,
Tél. : + 64 9 355 6500
Fax : + 64 9 355 6505
E-mail : oxfam@oxfam.org.nz
Site web : www.oxfam.org.nz

Contacts

Novib Oxfam Pays-Bas

Présidente : Ella Vogelaar
Directrice : Sylvia Borren
Adresse : Mauritskade 9, 2514 HD,
The Hague, The Netherlands
Tél. : + 31 70 342 1621
Fax : + 31 70 361 4461
E-mail : info@novib.nl
Site web : www.novib.nl

Oxfam Québec

Président : Nicole St-Martin
Directeur : Pierre Véronneau
Adresse : 2330 rue Notre-Dame
Ouest, Montreal, Québec H3J 2Y2,
Canada
Tél. : + 1 514 937 1614
Fax : + 1 514 937 9452
E-mail : info@oxfam.qc.ca
Site web : www.oxfam.qc.ca

Oxfam International Secrétariat

Président : David Bryer
Vice-Président : Ella Vogelaar
Trésorier : Anton Reithinger
Directeur : Jeremy Hobbs
Adresse à Oxford : Suite 20, 266 Banbury
Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tél. : + 44 1865 339100
Fax : + 44 1865 339101
E-mail : information@oxfaminternational.org
Site web : www.oxfam.org

Oxfam International Bureaux de Plaidoyer

Bureau de Washington : 1112 16th St., NW,
Suite 600, Washington DC 20036, USA
Tél. : + 1 202 496 1170
Fax : + 1 202 496 0128
E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Site web : www.oxfam.org

Bureau de New York : 355 Lexington
Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA
Tél. : + 1 212 687 2091
Fax : + 1 212 687 2092
E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Site web : www.oxfam.org

Bureau de Bruxelles : 22, Rue du Commerce,
1000 Bruxelles, Belgique
Tél. : + 32 2 502 03 91
Fax : + 32 2 502 05 56
E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Site web : www.oxfam.org

Bureau de Genève : 15 Rue des Savoises,
1205 Genève, Suisse
Tél. : + 41 22 321 2371
Fax : + 41 22 321 2753
E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Site web : www.oxfam.org

Organisations liées à Oxfam

Les organisations suivantes sont liées à Oxfam
International. Nous travaillons ensemble pour vaincre
la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Japon

Adresse : Maruko bldg. 2F, 1-20-6,
Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon
Tél. : + 81 3 3834 1556
Fax : + 81 3 3834 1025
E-mail : info@oxfam.jp
Site web : www.oxfam.jp

Oxfam Trust (Inde)

Adresse : B55, First Floor, Shivalik,
New Delhi, 1100-17, Inde
Tél. : + 91 11 26693 763
Fax : + 91 11 26686 097
E-mail : info@oxfamint.org.in
Site web : www.oxfamint.org.in

Membres observateurs de Oxfam

Les organisations suivantes sont actuellement des
membres observateurs de Oxfam International, et
travaillent vers une possible affiliation complète.
Nous travaillons ensemble sur des questions
spécifiques pour garantir que nos efforts combinés
atteignent un impact maximum :

Agir ici (France)

Adresse : 104 Rue Oberkampf, 75011 Paris, France
Tél. : + 33 1 56 98 24 40
Fax : + 33 1 56 98 24 09
E-mail : agirici@agirici.org
Site web : www.agirici.org

Fundación Rostros y Voces (Mexique)

Adresse : Alabama No. 105 (esquina con
Missouri), Col. Nápoles, C.P. 03810 México, D.F.
Tél./Fax : + 52 55 687 3002
E-mail : comunicacion@vamos.org
Site web : www.rostrosyvoces.org



Des enfants jouent à proximité de citernes d'eau de Oxfam dans le camp de Sagamam, district d'Ampara, Sri Lanka